

Commission: Sommet UE sur les Risques et la Sécurité Civile.

Problématique: Quelles politiques de coordination de la sécurité civile européenne pour protéger les populations des catastrophes naturelles, industrielles et humaines ?

Auteur: Finlande

La Finlande est un pays membre de l'Union Européenne depuis le 1er janvier 1995 et de l'espace Schengen depuis 2001. Il s'agit d'une république parlementaire dont le président est Alexander Stubb élu le 11 février 2024, et dont le premier ministre, Petteri Orpo, est le chef du gouvernement qui dirige le Parti de la Coalition nationale, une formation de centre droite. Son gouvernement se compose de quatre partis : la Coalition nationale (qu'il préside depuis 2016), les Vrais Finlandais (extrême droite), le Parti populaire suédois et les chrétiens-démocrates.

Son système politique est à mi-chemin entre le parlementarisme et le régime semi-présidentiel, le Président possédant encore certains pouvoirs, notamment en matière d'affaires étrangères.

Il est ici question de la commission du sommet sur les risques et la sécurité civile, dans laquelle on va chercher à proposer des politiques de coordination de la sécurité civile européenne pour protéger les populations des catastrophes naturelles, industrielles et humaines.

La Finlande est un pays avec un grand système de sécurité civile, cependant elle est confrontée à quelques catastrophes naturelles, industrielles et humaines. Ainsi on cherchera à mettre en place des politiques de sécurité civile afin de diminuer les risques et garantir une protection totale de notre population.

Alors que la guerre en Ukraine dure depuis deux ans, l'inquiétude grandit chez les citoyens finlandais. Si Vladimir Poutine osait s'en prendre à un pays de l'OTAN, avec 1340 kilomètres de frontière avec la Russie, la Finlande est en première ligne, elle est donc menacée par une éventuelle attaque.

L'autoroute qui mène de Finlande en Russie est déserte. Depuis des mois, le poste-frontière de Vaalimaa est fermé et plus personne ne passe. De la frontière, il ne faut que deux heures pour atteindre la capitale finlandaise Helsinki, la ville la plus importante du pays. De plus, les Russes ont déjà tenté une invasion pendant la Seconde Guerre mondiale. L'Etat nordique a rejoint l'OTAN l'an dernier à cause des menaces de la Russie. Cela est devenu une source de tensions entre les deux pays, ainsi l'adhésion de la Finlande a été la plus rapide de l'histoire de l'OTAN. Elle répond, en effet, à un facteur géopolitique non négligeable, la guerre en Ukraine.

D'autres catastrophes mettent en jeu la sécurité de la population: les catastrophes naturelles. La Finlande est un pays qui compte avec 5,56 millions d'habitants pour une superficie de 304 316 km² qui peut être confrontée à des tempêtes hivernales, des inondations dans certaines régions et des températures extrêmement basses. Les incendies de forêt dans les pays voisins de la Finlande, la Russie et la Suède, ont causé des dommages importants à la propriété privée, aux infrastructures, à la nature et à la vie. De plus, le réchauffement climatique provoque de longues périodes de sécheresse dans les vastes zones rurales du nord de l'Europe. Les grandes distances de déplacement et l'accès limité posent des défis dans la prévention et l'atténuation des catastrophes naturelles. La Finlande avec ses vastes forêts est donc entièrement concernée et sa population pourrait être en danger.

La Finlande possède d'importantes réserves de lithium, un métal crucial utilisé dans la fabrication de batteries, notamment pour les véhicules électriques et les appareils électroniques. Les gisements de lithium finlandais sont de plus en plus étudiés et exploités en raison de la demande croissante pour cette ressource dans le contexte de la transition vers une économie plus axée sur les énergies renouvelables et les technologies vertes. Cependant les conséquences environnementales de l'extraction du lithium sont claires et de grande portée. L'acide sulfurique et l'hydroxyde de sodium utilisés dans l'extraction du lithium pénètrent dans le sol et l'eau, empoisonnant les écosystèmes, mettant en danger les espèces et les populations résidentes.

La sécurité civile en Europe est une préoccupation majeure étant donné la diversité des menaces potentielles, qu'elles soient d'origine naturelle, industrielle ou humaine. Le Mécanisme de protection civile de l'Union européenne (UCPM) et (rescUE) sont des outils essentiels dans la réponse à ces défis. Il permet aux États membres de collaborer étroitement et de coordonner leurs efforts pour faire face aux catastrophes, en partageant les ressources, les compétences et les meilleures pratiques. Les catastrophes ne connaissent pas de frontières et peuvent frapper simultanément sans prévenir un ou plusieurs pays.

Le rôle de la Finlande dans cette coordination est significatif. En tant qu'État membre de l'Union Européenne, la Finlande participe activement aux activités du mécanisme de protection civile. En ce moment, notre ministère de l'Intérieur coordonne la fourniture d'une aide matérielle d'urgence à l'Ukraine par le biais du mécanisme de protection civile de l'UE. La Finlande est le troisième fournisseur d'assistance le plus actif avec ses 276 offres d'assistance. Elle contribue en mettant à disposition des ressources matérielles et humaines, en offrant une expertise spécialisée et en participant aux exercices de formation et de simulation. La position de la Finlande sur cette question est généralement favorable à une coopération renforcée au sein de l'Union Européenne en matière de sécurité civile. Notre pays reconnaît l'importance de la solidarité européenne dans la réponse aux catastrophes, et soutient les efforts visant à améliorer la préparation, la prévention et la réponse aux crises à l'échelle européenne. Des centaines de milliers de Finlandais sont ainsi actifs dans la réserve ou la défense civile.

En juillet 1973, des représentants du Canada, des États-Unis et de 33 pays d'Europe se sont réunis à Helsinki, pour prendre part à une conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Des négociations ont abouti, menant à la signature d'un accord à Helsinki (Acte final d'Helsinki), le 1er août 1975. Les 35 pays participants s'entendent sur une série d'énoncés portant sur une variété de thèmes : la sécurité, les échanges économiques, la coopération scientifique et technologique, le respect des droits de l'Homme, les relations entre l'Est et l'Ouest, etc.. Pendant de nombreuses années, la Finlande a été l'un des partenaires les plus actifs de l'Alliance, et elle a apporté une contribution précieuse aux opérations et missions dirigées par l'OTAN dans les Balkans, en Afghanistan et en Irak. Le

4 avril 2023, la Finlande est devenue membre à part entière de l'OTAN en remettant son instrument d'accession au Traité de l'Atlantique Nord au gouvernement des États-Unis lors d'une cérémonie organisée au siège de l'OTAN, à Bruxelles.

De plus, la Finlande se classe régulièrement au premier rang dans de nombreuses comparaisons internationales. Elle est en tête des meilleurs pays du monde en termes de santé, d'éducation, d'environnement et de qualité de vie. C'est l'un des pays les plus stables et les plus sûrs socialement au monde.

Le ministère de l'Intérieur est responsable de l'assistance internationale en matière de protection civile. Les partenaires de la Finlande dans la coopération internationale comprennent l'UE, les pays nordiques et d'autres régions voisines, l'ONU et ses filiales, l'OTAN, le Conseil des États de la mer Baltique, le Conseil euro-arctique de Barents et le Conseil de l'Arctique.

La Finlande offre un modèle de préparation politique à toute catastrophe. Pendant la Seconde Guerre mondiale, notre population a beaucoup souffert après avoir été coupé des importations. Le pays a réagi après la guerre en créant une commission gouvernementale qui se réunit une fois par mois, pour imaginer toute catastrophe possible, et ainsi planifier et se préparer chaque mois à une situation défailante possible. La Finlande est donc prête à faire face à une pénurie de produits chimiques, de carburant et de fournitures médicales, ainsi qu'à un effondrement du réseau électrique et à d'autres éventualités.

Il y a quelques années, lors d'une réunion de la commission finlandaise, la probabilité d'une pandémie due à une maladie respiratoire a été reconnue. La commission a conseillé au gouvernement d'acheter et de stocker de nombreux masques, qui étaient bon marché à l'époque. Résultat : la Finlande était préparée au COVID, ainsi qu'à toutes ces autres catastrophes.

Le principal système d'alerte précoce de Finlande dans le domaine des catastrophes naturelles, le système LUOVA, est un service destiné aux autorités qui fournissent des alertes en cas de catastrophe naturelle en Finlande et à l'étranger. Liées aux catastrophes naturelles, le projet TEMA est un projet financé par le programme phare de recherche et d'innovation Horizon Europe de l'Union européenne. Il déploie des capteurs à distance et sur place pour fournir des informations sur la situation sur le terrain et proposer des prévisions aux utilisateurs finlandais afin d'améliorer leur prise de décision pendant les incidents. L'arrivée opportune du projet donne au service de sauvetage de Kainuu - les utilisateurs finlandais locaux - l'occasion d'apprendre les derniers développements en matière de gestion des catastrophes naturelles grâce aux approches technologiques les plus récentes. Ce nouveau programme technologique pourrait être une solution à proposer pour d'autres pays confrontés à ces risques.

Afin de réduire les risques avec la Russie et garantir une protection de la population, depuis septembre 2023, la Finlande interdit l'entrée de tout véhicule immatriculé en Russie. En novembre 2023 notre pays a décidé de fermer sa frontière avec notre voisin russe. Cette restriction est appliquée à la frontière et reflète les sanctions de l'Union européenne envers la Fédération de Russie. Le nouveau président Alexander Stubb, qui a toujours été partisan de l'entrée de son pays dans l'OTAN, est aussi partisan d'un renforcement des sanctions face à la Russie et donc à durcir sa politique de sécurité.

Pour conclure, la Finlande est un pays qui n'est généralement pas confronté à des catastrophes majeures mais il existe bien des dangers auxquels sa population fait face. Notre pays compte avec un grand système de sécurité civile et nous voulons soutenir une approche favorisant la coopération entre les États membres de l'Union européenne. Nous sommes prêts à collaborer avec nos partenaires de l'Union européenne afin d'assurer le meilleur cadre possible pour nos citoyens. Les catastrophes n'ont pas de frontières.